

***APPEL des fédérations de l'éducation***  
***(FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education, SUD Education),***  
***de la FCPE, l'UNEF, l'UNL, la FIDL et des associations complémentaires***  
***(la JPA, la Ligue de l'Enseignement et les CEMEA)***

Les fédérations de l'éducation (FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education, SUD Education), la FCPE, l'UNEF, l'UNL, la FIDL et les associations complémentaires (la JPA, la Ligue de l'Enseignement et les CEMEA) se félicitent du succès du développement de l'ensemble des mobilisations, notamment de la journée de grève du 15 mai.

Les organisations dénoncent l'absence de vraies réponses du ministre de l'Education Nationale et du gouvernement aux revendications et exigences exprimées.

L'annonce d'un projet de loi imposant un service d'accueil des élèves le jour de grève par les communes et la remise en cause des conditions d'exercice du droit de grève constituent une diversion et une véritable provocation.

Les organisations signataires rappellent leurs exigences d'un service public de qualité qui permette par une autre politique éducative et budgétaire de transformer l'école et de mettre en place des dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Elles rappellent leur opposition aux milliers de suppressions de postes, à la multiplication des heures supplémentaires et au développement de la précarité qui ont des conséquences néfastes sur la qualité du service public de l'éducation nationale et dans l'enseignement agricole public.

Elles rappellent que le projet de programmes pour le premier degré traduit une vision passéiste et rétrograde de l'école ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Il a été très largement contesté par les personnels, les formateurs, les chercheurs et les parents.

Les organisations rappellent leur exigence d'une réforme des lycées concertée ayant pour objectif la réussite de tous les élèves et permettant le maintien et l'amélioration des voies générales, technologiques et professionnelles, à l'opposé des logiques purement comptables portées par le gouvernement.

Elles demandent au gouvernement de prendre la mesure du mécontentement et de l'inquiétude exprimés.

Elles appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

Faisons du samedi 24 mai une grande journée nationale de manifestations qui réunissent tous les acteurs de la communauté éducative : parents, enseignants et personnels de l'éducation, associations complémentaires, lycéens, étudiants.

Elles envisageront ensemble très rapidement les suites à donner si le gouvernement ne prend pas en compte attentes et revendications.

**CEMEA, FCPE, FERC-CGT, FIDL, FSU, JPA, Ligue de l'Enseignement, SGEN-CFDT, SUD Education, UNEF, UNL, UNSA Education.**

**Le 20 mai 2008**